

PRIMAIRES CITOYENNES LA DEMOCRATIE BAFOUEE

En 2012, le Parti Socialiste organisait sa primaire pour singer son modèle, la présidentielle américaine. L'objectif était d'enfermer la France dans le bipartisme. L'opération était présentée comme le summum de la démocratie. Les électeurs et les électrices - «le peuple» - choisissait le ou la candidat-e au lieu et place de l'appareil politique obscur.

C'était du neuf, du vivant. La droite faisait de même, guidée par le même souci que le Parti Socialiste, éliminer les «petites» candidatures qui les gênent, en particulier à gauche celles qui combattent le système capitaliste avec Nathalie Arthaud et Philippe Poutou. Ainsi, depuis des mois, le débat s'articule autour des deux partis dominants, avec comme conséquence, comme aux Etats-Unis, de reléguer le débat réel au second plan. Et à la fin c'est Trump qui gagne... Un milliardaire aux USA c'est original !

LA STAR ACADEMY POLITIQUE

Le spectacle des primaires a fait de bonheur des radios et des télévisions. La logique médiatique, fondée sur l'émotion, l'engouement, le gala, n'a rien à voir avec la démocratie qui induit le projet, le raisonnement, la capacité à convaincre. En écoutant les six débats, hachés sans cesse par des questions de journalistes bien pensant-es et parfaitement intégré-es au système, les vraies questions ne pouvaient qu'être éludées à la satisfaction générale des candidat-es.



La démocratie cédait la place à la télé-réalité. Le quinquennat qui s'achève, comme le précédent, auront été marqués, de bout en bout, par l'exploitation de celles et ceux qui travaillent pour gonfler les profits des plus riches. Cette période se termine logiquement, quand même, par la sanction infligée aux deux derniers présidents de la République sortants, Sarkozy et Hollande, responsables de leurs bilans respectifs. Une preuve du divorce consommé entre les classes populaires et les tenants du pouvoir. Constatons toutefois que tout-es les candidat-es aux primaires sont de bon-nes et fidèles servantes et serviteurs de l'appareil d'Etat, garant de l'ordre établi, le capitalisme.

LES VRAIES QUESTIONS

Durant ces deux primaires, la hausse des salaires a été un tabou difficile à briser. Les salaires sont pourtant le marqueur de l'exploitation face au montant des profits. Une étude de la Banque de France, publiée en 2015, montre que la part des profits consacrée aux dividendes a doublé entre 1998 et 2013. La France est le pays d'Europe le plus généreux avec les actionnaires, les sociétés françaises ont distribué 47 milliards d'€ de dividendes en 2015, l'Allemagne 34,2, l'Espagne 23,1, l'Italie 9,6. Dans notre pays 10 % des plus fortuné-es possèdent la moitié du patrimoine total. En 2015, 1 % des personnes les plus riches de la planète possédait un patrimoine supérieur à celui des 99 % autres (Rapport Oxfam, Londres, décembre 2015). Ces forts prélèvements du capital sur les entreprises sont une charge insupportable. Elles pénalisent l'économie et l'environnement. Ces richesses détournées par les capitalistes doivent être restituées aux peuples pour résoudre les vraies questions d'emploi, de santé, de logement, d'enseignement, de culture, pour changer enfin radicalement de société.

LE DECLIN DE LA BEQUILLE DU CAPITAL

Les magouilles n'ont pu masquer la faible participation à la primaire du PS, ce qui témoigne d'un désamour certain à l'égard de ce parti. Des socialistes migrent déjà vers Macron qui veut poursuivre le libéralisme sous le leurre de la modernité. Benoit Hamon, le vainqueur par défaut, ne peut pas rassembler largement. Après la conversion de Hollande, le PS chante les louanges du capitalisme mondialisé et jette définitivement aux orties la phraséologie plus ou moins socialisante qu'ils conservait malgré ses trahisons répétées. Le déclin de la béquille socialiste du capital est inscrit dans les chiffres.

La situation actuelle ne fait que renforcer la nécessité de la mobilisation populaire contre le capitalisme avec pour objectif de construire une nouvelle force politique qui défende les intérêts des exploité-es et des opprimé-es, jusqu'au renversement de celui-ci et la mise en place d'une société socialiste.

Sommaire :

- Page 1 : La primaire de la Gauche
- Page 2 : 1917 – 2017 : La Révolution Russe
- Page 3 & 4 : Le NPA en campagne
- Page 5 : Trump, le clown président
- Page 6 : Livre, «Le Djihad et la mort»



1917 – 2017 : il y a 100 ans

Les premiers pas de la Révolution russe

Il y a tout juste un siècle, en février 1917, éclatait en Russie la Révolution de Février qui allait marquer durablement la plus grande partie du XXème siècle. Excédées par la guerre, les privations, le régime autocratique du Tsar et l'arrogance de la noblesse qui soutenait ce dernier, les masses ouvrières et paysannes allaient renverser la Monarchie.



C'est lors de la célébration de la « Journée des Femmes », le 23 février 1917, décidée par les organisations socialistes clandestines, que se produisirent les premiers affrontements de rue à Petrograd. Aux ouvrières - notamment celles de l'industrie textile qui s'étaient mises en grève - se joignirent les femmes de soldats qui manifestaient en criant « Du pain », « Nos enfants meurent de faim », « Nous n'avons rien à manger ». Ces cortèges et manifestations furent bientôt renforcées par les ouvriers métallurgistes de Poutilov, les plus grandes usines de la ville, lockoutées par leur patron parce que grévistes.

Deux jours plus tard la grève était générale. Contrairement aux policiers, qui avaient ouvert le feu sur les grévistes, les soldats cantonnés dans la ville passaient du côté du peuple, les portes des prisons étaient ouvertes. Le 27 février, les ouvriers décidaient de reconstituer une institution qui avait vu le jour pour la première fois lors de la Révolution de 1905 : un «conseil» des ouvriers, c'est à dire en russe un «soviets». Très rapidement il admit dans ses rangs des soldats et devint alors «le Soviet des députés d'ouvriers et de soldats». Des dizaines d'usines et d'unités militaires y envoyèrent des représentants-es. Le mouvement ne tarda pas à faire tâche d'huile et les soviets couvrirent bientôt tout le territoire de l'Empire tsariste. Et deux semaines plus tard le Tsar de toutes les Russies était contraint d'abdiquer.

Comme l'avaient fait les ouvriers et ouvrières de Paris lors de la Commune au printemps de 1871, leurs frères et sœurs de Russie prenaient leurs affaires en main, discutaient non seulement des salaires et de l'approvisionnement mais aussi de la paix, du maintien de l'ordre, de la lutte contre la spéculation, d'éducation, de la condition des femmes etc. Et neuf mois plus tard, en Octobre, les soviets s'emparaient du pouvoir politique à l'instigation des Bolcheviks et créaient la République des Soviets, le premier état ouvrier de l'histoire de l'Humanité.

Depuis lors beaucoup d'eau boueuse et sanglante a coulé sous les ponts de la Neva et de la Moskova. Staline et ses successeurs ont défiguré puis trahi la révolution ouvrière avant que les Eltsine et les Poutine la liquident définitivement en créant un état bourgeois qui cumule les traits les plus hideux des bureaucraties tsariste et stalinienne avec ceux des régimes dictatoriaux occidentaux. Aujourd'hui la Fédération de Russie est une des sociétés les plus inégalitaires de la planète où 1 % de la population possèdent 74,5 % de la richesse nationale et 10 % détiennent 89 % de l'ensemble des biens du pays.

Alors la Révolution russe semble bien loin. Cependant elle reste une source d'inspiration pour toutes celles et tous ceux qui ne se résignent à vivre dans un monde capitaliste chaque jour plus cruel, plus meurtrier, plus impitoyable pour les plus pauvres et qui épuise à la fois les ressources humaines et naturelles de notre planète.



Alors tôt ou tard il nous faudra choisir entre «socialisme et barbarie». Tôt ou tard il nous faudra suivre l'exemple que donnèrent il y a un siècle les ouvrières et les ouvriers de Russie, en faisant tout cette fois pour que cette tentative soit couronnée de succès et ne soit pas confisquée par une nouvelle caste ou classe dirigeante. Et le plus tôt sera le mieux !

é

d

i

t

a



En votant anticapitaliste et dans les mobilisations,

Faisons de 2017 une année de riposte sociale



Lors de ses derniers vœux, Hollande a encore essayé de nous « vendre » le bilan de son quinquennat. Sa politique économique et sociale aurait permis de faire baisser le chômage.

Il oublie de dire qu'aujourd'hui il y a un million de chômeurs de plus qu'en 2012 et que la précarité a explosé. En revanche la fortune de Bernard Arnault a augmenté cette année de 7,1 milliards tout comme celle de Liliane Bettencourt de 2,5 milliards d'euros. Mais, pour Hollande, sa politique va dans le bon sens: avec un peu de patience, on sortirait même du tunnel de la crise! Quel cynisme!

Combattre la résignation, se préparer à riposter

Malgré tous les dispositifs mis en place pour étouffer les contestations, les résistances ont été nombreuses en 2016. Certaines ont même permis de faire reculer ce gouvernement comme à Notre-Dame-des-Landes ou contre l'enfouissement de déchets nucléaires à Bure dans la Meuse. Combien aussi de luttes dans la santé, à la Poste, ont permis de contrer les mauvais plans des directions?

Et il y a aussi et surtout eu les quatre mois de mobilisation contre la loi travail qui ont montré la capacité de la jeunesse et du monde du travail à relever la tête, à s'opposer aux projets ultralibéraux.



Un mouvement qui a remis au goût du jour les idées de la contestation, les aspirations au progrès social, à une autre société, à un autre monde...

Philippe Poutou
ouvrier, candidat anticapitaliste
poutou2017.org
f Philippe Poutou

Certes nous n'avons pas gagné mais les possibilités existent, et les raisons d'y croire sont bien réelles.

En 2017, les attaques et reculs sociaux sont au programme des principaux candidats et il faudra reprendre rapidement le pavé et construire un tous ensemble qui aille jusqu'au bout.

Une perspective de rupture anticapitaliste

Pour nous, l'espoir est bien là pour cette nouvelle année. C'est d'ailleurs tout le sens de notre campagne ces prochaines semaines dans le cadre de l'élection présidentielle : défendre une perspective de rupture anticapitaliste. Une perspective non pas électorale, mais pour les résistances, pour les luttes de notre camp, pour le progrès social, pour changer nos vies : cela passe par interdire les licenciements, réduire massivement le temps de travail, socialiser les banques, développer les services publics de l'énergie et des transports, arrêter le nucléaire...

Il y a urgence, car ce monde pourrait de plus en plus vite. En Syrie, en Irak et ailleurs, 2016 a aussi été catastrophique. Les grandes puissances, la Russie, les Etats-Unis, la France, continuent à jouer avec les vies des populations, laissant massacrer les révolutionnaires tout en défendant leurs intérêts impérialistes. En Europe, la misère comme la pollution nous menacent chaque jour.

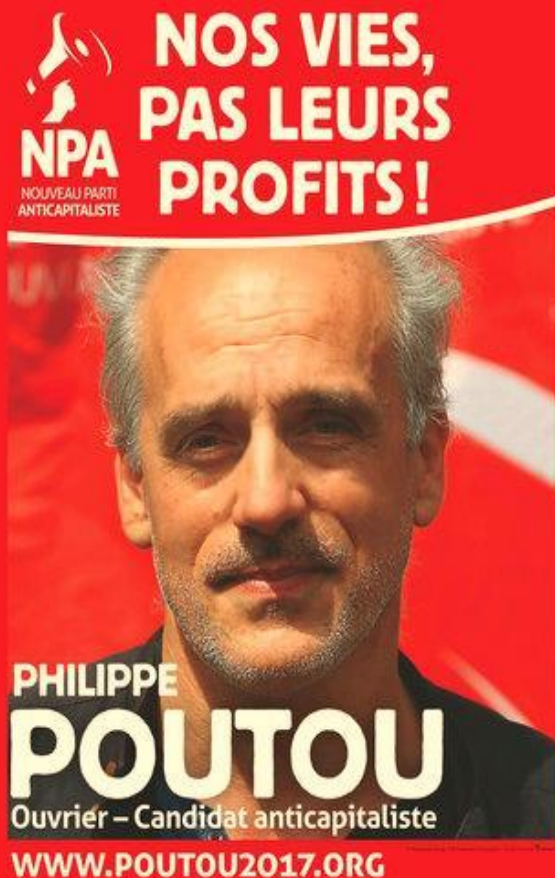
Nous défendrons l'idée qu'une autre société est possible, et que pour cela, il faut se représenter soi-même, prendre nos affaires en main, faire de la politique nous-mêmes pour une vraie démocratie. Cela passe ici par l'égalité des droits entre toutes et tous, ainsi que par l'ouverture des frontières et la liberté de circulation, pour une solidarité internationale entre les travailleur-ses et les peuples.

Tout un programme, le nôtre. Le défendre, le porter largement, c'est tout ce que nous souhaitons, collectivement, pour cette année.

poutou2017.org - capnpa@orange.fr



2017, Philippe Poutou doit en être



#2017 Poutou Doit EnEtre

Nous nous adressons aux maires, en particulier aux élu-es de petites communes qui ont la responsabilité, de par la loi, d'assurer la représentation démocratique dans les débats de la présidentielle des différents courants politiques de ce pays. Nous nous adressons à vous pour que vous permettiez à Philippe Poutou d'être candidat.

Il a toute légitimité pour cela et il serait antidémocratique qu'il soit victime de la censure des grands partis institutionnels :

- Il a déjà été candidat en 2012 et représente un réel courant d'opinion, certes minoritaire mais bien vivant et présent.
- il est le porte-parole d'une organisation présente sur toutes les questions politiques nationales et internationales, de militant-es avec lesquel-les nous construisons les luttes.
- Il n'est pas un politicien professionnel gérant sa carrière mais il incarne une autre manière de faire de la politique à partir des problèmes quotidiens de l'immense majorité de la population.
- Il est le seul ouvrier candidat exprimant la volonté et la capacité de chacun-e à prendre la parole sans attendre un sauveur ni déléguer à des "spécialistes".

En 2002 et 2007 avec Olivier Besancenot, en 2012 avec Philippe Poutou notre courant politique a été présent et entendu dans les débats des présidentielles, son absence serait un recul démocratique.

Dans chacune de vos communes, des électeurs/électorices ont voté et veulent pouvoir voter pour lui. Vous ne partagez pas nécessairement ses idées mais c'est une question démocratique, nous pensons qu'il doit pouvoir participer au débat de la présidentielle de 2017.

C'est pourquoi, en signant cette pétition (sur change.org), nous vous demandons de faire le geste démocratique d'accorder votre parrainage administratif à Philippe Poutou.

Signez la pétition #PoutouDoitEnEtre



Donald Trump, nouveau président des Etats-Unis

Derrière le clown, le grand Capital !

L’investiture de Donald Trump comme 45^{ème} président des Etats-Unis n’a rien changé au personnage. Jusqu’à la cérémonie finale le clown milliardaire a continué de twitter sur tout et n’importe quoi, à accumuler mensonges, fanfaronnades, contre-vérités et attaques tonitruantes tous azimuts. Médias et spécialistes du commentaire politique ne cessent de proclamer que Trump est «*imprévisible*», qu’avec lui «*tout est possible*» et que son élection risque de bouleverser non seulement l’Amérique mais le monde.

Mais il faut savoir raison garder. Car il est des domaines où Trump est parfaitement prévisible. D’abord son gouvernement est composé presque exclusivement de grands patrons et d’hommes et de femmes venue-s de la haute finance, de l’industrie pétrolière, de l’immobilier, des chaînes de la grande restauration etc... personnages déjà en cour auprès d’Obama mais de façon plus discrète. Ensuite, dans la même logique, il veut s’attaquer à ce qu’il considère être des obstacles à la création d’emplois (il en a promis quelques millions), notamment les salaires trop élevés et les droits syndicaux. De plus il s’est engagé à abaisser l’impôt sur les sociétés de 35 % à 15 % sans dire toutefois comment il s’y prendra pour compenser ce manque à gagner dans les caisses de l’Etat. Mais, là encore, on peut supposer sans grand risque de se tromper qu’il prendra l’argent dans la poche des travailleurs et des travailleuses. Sans même parler de sa décision d’abolir «l’Obamacare», une espèce de sécurité sociale au rabais qu’il trouve pourtant trop «socialiste» ou d’abolir 75 % des textes qui réglementent l’activité économique... dont ceux qui assurent une certaine protection aux salarié-es.

Donc sur tous ces points Trump sera parfaitement prévisible.



Quant à sa politique économique préconisant le retour au protectionnisme et l’élévation des barrières douanières, on verra à la longue ce qu’il en sera. Car si la bourgeoisie industrielle et financière américaine peut fort bien s’en accommoder à court terme, à long terme le capitalisme américain, qui reste encore et de loin le premier au monde, a beaucoup à perdre si les frontières des autres pays se ferment devant ses produits et ses capitaux. La volonté affichée du nouveau président d’«*abolir la mondialisation*», pour ridicule qu’elle soit, sera donc surtout à usage interne pour inciter les salarié-es à «*acheter américain*», à faire des sacrifices et à se serrer la ceinture afin de booster les produits us sur les marchés internationaux. Dans le domaine sociétal, dont les magnats de l’industrie et de la finance n’ont cure, il n’a pas tardé à s’attaquer aux droits des femmes, et LGBT et minorités raciales pourraient suivre.

Au niveau international Trump a brassé beaucoup d’air en menaçant la Chine, l’Union européenne, voire les autres membres de l’OTAN. Qu’en sera-t-il dans la pratique ? On n’en sait rien. Mais des coups de gueules ne suffiront pas à changer les rapports de force internationaux. Là encore Trump peut obliger ses alliés à payer plus pour l’OTAN et tenter de diviser un peu plus l’Union européenne pour être en meilleure situation vis à vis de chacun des pays membres dans les négociations commerciales futures. Mais à l’égard de la Chine il se montrera sans doute prudent car la République populaire est non seulement un marché immense pour les capitalistes américains mais, de plus, le pays détient une bonne partie de la dette extérieure en dollars des Etats-Unis.

Enfin il est probable que Trump demandera la levée des sanctions à l’égard de la Russie en entérinant dans les faits l’annexion de la Crimée, comme l’ont fait les Occidentaux dans un passé pas si lointain (1992) par rapport à deux régions de Géorgie annexées par la Russie, l’Abkhazie et l’Ossétie du Nord. Une position partagée par nombre de responsables politiques occidentaux de droite comme de gauche (ici notamment Le Pen, Fillon et Mélenchon). Au Moyen-Orient il appuiera encore plus ouvertement Israël (mais Washington n’a jamais failli sur ce point depuis 1948) et laissera les mains libres à Poutine pour permettre à Assad de remporter la mise en Syrie. Mais c’est ce que font déjà dans la pratique, mais sans le dire, les puissances occidentales depuis maintenant plusieurs mois.



En fait malgré son slogan «*America first* » (l’Amérique d’abord) Trump ne pourra pas faire tourner la roue de l’Histoire en arrière, ni dans le domaine de la mondialisation, ni dans celui de la géopolitique puisqu’aujourd’hui les Etats-Unis sont face à un monde multipolaire où leur autorité ne s’impose plus naturellement. Par contre avec plus de cynisme, de grossièreté, de démagogie et de brutalité que ses prédécesseurs Trump fera payer le prix fort de sa politique aux exploités et aux opprimés, aux migrant-es et aux réfugié-es, et cela non seulement aux Etats-Unis mais aussi dans le reste du monde.



Livres

Le djihad et la mort, d'Olivier Roy

Editions du Seuil

Si le phénomène du «djihadisme» n'est pas récent et est étudié en profondeur depuis une dizaine d'années, ce sont les attentats contre «Charlie Hebdo» et l'Hypercashier de la Porte de Vincennes en janvier 2015, ceux contre le Stade de France, le Bataclan et les cafés du quartier de la Bastille en novembre de la même année puis ceux de Bruxelles un peu plus tard qui ont relancé le débat sur la nature profonde de ce phénomène.

Pour simplifier, deux théories s'affrontent à ce propos. La première parle d'une «*radicalisation de l'Islam*», la seconde d'une «*islamisation de la radicalité*». On pourrait penser qu'il s'agit d'une simple querelle de mots. Et bien on aurait tort. Car l'une et l'autre de ces théories conduisent à des appréciations très différentes du phénomène et, partant, à une analyse divergente sur l'état de ce qu'est aujourd'hui la «*communauté musulmane*» (terme au demeurant discutable puisque l'on place dans le même sac des gens d'origines géographiques et de cultures très différentes en amalgamant de plus, agnostiques, croyant-es, pratiquant-es et athé-es).

La première de ces théories, celle de la «*radicalisation de l'Islam*», voit dans le djihadisme une conséquence logique d'une religiosité accrue de l'ensemble de cette communauté. On serait passé en quelques années d'un Islam modéré à un Islam fondamentaliste à la saoudienne puis finalement, en sautant le pas, à un djihadisme terroriste. Mais il y aurait une continuité de l'un à l'autre, donc c'est l'Islam lui-même qui serait en question.

Pour la seconde, celle qu'Olivier Roy défend depuis 2008, la «*radicalisation de l'Islam*» est une illusion, voire un fantasme. Le parcours de plus de 4 000 volontaires étranger-es (c'est à dire qui n'étaient pas originaires du Moyen-Orient) qui ont rejoint Daesh a été étudié à la loupe par des groupes de recherche dans différents pays du monde. Il dresse une image très différente de leur évolution.

D'abord les trois-quarts de ces djihadistes appartiennent à la seconde génération de l'immigration, celle dont les parents étaient en général pieux. Eux-mêmes ont rompu avec la tradition religieuse sans trouver de substitut leur permettant d'affirmer leur mal-être dans une société où ils ne se sentent pas à leur place. Ce n'est pas en fréquentant les mosquées ou en respectant scrupuleusement les préceptes religieux de l'Islam que ces jeunes sont devenu-es djihadistes. Loin s'en faut. La plupart ne mettait jamais les pieds à la mosquée (sauf dans les semaines qui ont précédé leur départ vers l'Etat islamique), buvait de l'alcool et sortait en boîte. Souvent ces désœuvré-es et petit-es délinquant-es ont été attiré-es vers le djihadisme par le biais de clubs de sports de combat, de passages en prison, de bandes de quartier, voire d'Internet (ou, dans le cas de la Belgique, de bandes de bikers). Quant au quart restant il est constitué de jeunes converti-es de fraîche date à l'Islam et qui fréquentaient les mêmes milieux (ou se branchaient sur les mêmes sites Internet) que les jeunes issu-es de l'immigration. L'exemple le plus connu est celui du breton Kevin Guivarch qui vient de se rendre aux autorités françaises.

Mais en agissant ainsi ces jeunes s'opposent tout autant à la génération de leurs parents - souvent des musulman-es traditionalistes - qu'à la troisième génération d'immigré-es qui, comme l'ensemble de la société française, penche plutôt vers l'athéisme et pour l'intégration. De l'Islam ces jeunes ne connaissent pas grand chose, sauf quelques sourates du Coran ou des formules passe-partout truffées, pour faire authentiques, de quelques mots d'arabes, langue que la plupart ne maîtrise pas.

En fait ces recrues djihadistes utilisent quelques bribes du Coran pour habiller de religiosité leur radicalité et leur désespoir suicidaires, un peu comme après Mai 68 les gardes rouges chinois répétaient sans trop les comprendre des citations du «*Petit livre Rouge*» sans jamais avoir lu Mao Tsé Toung. C'est dans ce sens que l'on peut parler d'une «*islamisation de la radicalité*». Mais, encore une fois, il ne s'agit que de quelques milliers d'individus venant de communautés qui en comptent plusieurs millions.

Le livre de Roy contient aussi de très intéressants passages sur les différences entre Daesh et Al Qaida et sur l'analyse de l'attentat-suicide comme finalité suprême de l'engagement djihadiste. Ce qui rend d'ailleurs assez dérisoire toutes les mesures prises en France dans le cadre de l'état d'urgence pour prétendument endiguer la menace terroriste mais qui ont surtout pour conséquences de renforcer les pouvoirs de la police et de restreindre les libertés publiques.

le djihad et la mort

Olivier
Roy

OLIVIER ROY

Seuil

Pour toutes vos commandes...
faites vivre une librairie militante !

librairie
la-breche.com

27, rue Taine - 75012 PARIS ☎01.49.28.52.4
contact@la-breche.com

<http://www.anti-k.org>

Anti-k
L'économie anti-capitaliste